

Coupes claires chez Intel: la France peut-elle sauver sa R&D ?

Le fondateur américain Intel a annoncé fin avril son intention de [supprimer 11% de ses effectifs mondiaux](#). En France, ce sont 80 % des effectifs (750 emplois sur 940) qui vont être supprimés. Les sites de recherche et développement du pays sont particulièrement touchés avec 701 emplois directs concernés à Sophia-Antipolis, Toulouse, Aix-en-Provence et Nantes. Acculés, les représentants des salariés déplorent déjà « *un transfert de la R&D et des savoir-faire d'Intel France à l'étranger* ». Une R&D pourtant « *efficace et compétitive* », selon eux, et qui bénéficie, de surcroît, du crédit d'impôt recherche.

Préserver l'emploi, « même à des coûts inférieurs »

L'incompréhension est d'autant plus forte, que le président d'Intel France, Stéphane Negre, se félicitait l'an dernier de la politique d'investissement du fondateur en R&D. Les salariés interpellent donc la direction de l'entreprise en France et à l'international, ainsi que les pouvoirs publics. Leur objectif : obtenir « *un vrai accompagnement sur la préservation des sites français* », et du soutien. « *Nous sommes prêts à envisager toute mesure permettant de conserver des emplois, même à des coûts inférieurs par l'utilisation des accords de compétitivité qui seront mis en place par le gouvernement, quitte à les anticiper* », a suggéré par voie de communiqué Arnaud Lenoir, représentant CE d'Intel Corp.

Pour Mustapha Aqachmar, délégué syndical CFE CGC, « *Intel se cache derrière un discours et un dispositif rodés. Les chiffres et l'incohérence des justifications stratégiques sont là* ». La semaine dernière, le fondateur a annoncé une chute de 51 % de son bénéfice net au deuxième trimestre de son exercice 2016. Un résultat qui prend en compte le coût de la restructuration opérée par le fabricant de semi-conducteurs (6 000 des 12 000 postes concernés dans le monde ont déjà été supprimés).

Lire aussi :

[Purge sociale attendue chez Intel France](#)

[Intel ne redresse pas la barre, malgré les licenciements](#)

crédit photo Thomas Hawk via [Visual hunt](#) / [CC BY-NC](#)